Iaroslav LEBEDYNSKY

LA CONSCIENCE NATIONALE UKRAINIENNE À L'ÉPREUVE DE LA PREMIÈRE INDÉPENDANCE 1917-1921

Conférence dans le cadre des Journées de la Communauté Franco-Polonaise Bibliothèque Polonaise de Paris, 16 octobre 2015

En août 1917, alors que les Ukrainiens de Russie négociaient leur autonomie avec le Gouvernement Provisoire russe, un slaviste français du nom de Pierre Chasles écrivait ceci :

« *Les 35 millions d'habitants qui parlent "petit-russe" forment peut-être une nationalité, mais ils ne constituent certainement pas une nation.* »[1]

Pour lui, le critère de la nation était « *la volonté précise de s'organiser en État* ».

Les définitions de la « nation » varient selon les auteurs et les écoles de pensée, mais on admet en général qu'il s'agit d'une forme supérieure d'organisation des communautés humaines. Par rapport au « peuple », l'idée de nation comprend une dimension politique. Au XIXe siècle, Giuseppe Mazzini l'avait ainsi formulé : « *A chaque nation, son État* ».

On comprend alors pourquoi, afin de refuser aux Ukrainiens ce droit à l'État, on leur a contesté ce statut national : on voulait bien leur reconnaître un certain particularisme, une existence ethnographique de « tribu », d'« ethnie » – mais pas la dignité de nation.

Or, une nation a de nombreux éléments constitutifs, mais un ingrédient est indispensable à son affirmation : la *conscience nationale*. La conscience nationale est précisément ce sentiment qui, quand il est suffisamment répandu et développé dans une communauté, fait qu'elle se ressent comme une nation au sens fort – et donc, souvent, qu'elle revendique un cadre politique propre.

Le propos de cette intervention est de montrer comment, dans le cas de l'Ukraine, cette conscience nationale a été mise à l'épreuve dans les années de la première indépendance, entre 1917 et 1921, comment les évènements ont révélé ses forces et ses faiblesses, et aussi comment elle est sortie renforcée et transformée de cette épreuve.

Pour cela, il est nécessaire de commencer par rappeler brièvement la situation de départ, c'est-à-dire l'état de la conscience nationale ukrainienne au début du XXe siècle.

1- La conscience nationale ukrainienne à la veille de la Première Guerre mondiale

La situation de 1914 est le fruit d'une longue évolution. Comme dans d'autres pays d'Europe, le sentiment national en Ukraine a de vieilles racines, qui remontent à l'époque médiévale. Mais sous sa forme moderne, il s'est développé surtout au cours du XIXe siècle – là encore, parallèlement à la prise de conscience identitaire de nombreux autres peuples européens.

1 Chasles, P., « La question ukrainienne et le principe des nationalités », *Le Monde Slave*, 1ère série, t. 1, N° 3-4, Paris, 1917, pp. 412-436. « Petit-russe » ou petit-russien était jusqu'en 1917 le terme administratif russe officiel pour désigner l'ukrainien.

La première donnée à prendre en compte est la division des territoires peuplés majoritairement d'Ukrainiens, tout au long du XIXe siècle, entre les empire russe et autrichien (austro-hongrois à partir de 1867). La part russe (la « Grande Ukraine », comme on l'appelait parfois) était la plus importante ; elle s'étendait sur plus de 500 000 km². La part autrichienne, formée principalement par la Galicie orientale, mesurait au plus 70 000 km ².[2]

Cette division a créé deux contextes différents pour le développement et l'expression du sentiment national.

On sait que le régime russe, jusqu'à la révolution de 1905 et même à celle de 1917, a refusé de reconnaître les Ukrainiens comme un peuple et l'ukrainien comme une langue, et a réprimé, plus ou moins durement suivant les périodes, le mouvement culturel – a fortiori politique – ukrainien. Il y voyait un danger mortel pour l'unité de l'empire. De nombreux rapports et discours officiels, tout au long du XIXe siècle, montrent d'ailleurs que le pouvoir savait parfaitement à quoi s'en tenir quant à la réalité de l'identité ukrainienne et au potentiel du mouvement patriotique. Son refus de reconnaissance et sa volonté de répression résultaient d'un choix politique remontant au XVIIIe siècle.

Le régime autrichien, en tout cas dans la seconde moitié du XIXe siècle, apparaît comme comparativement plus libéral, notamment sur le plan linguistique. C'est que les Ukrainiens de l'empire des Habsbourg (qui portaient officiellement l'ancien nom médiéval de « Ruthènes ») étaient considérés comme une minorité de second ordre, moins importante et moins dangereuse que, par exemple, les Polonais.

Des deux côtés de la frontière, là où la population ukrainienne était majoritaire, elle n'était pas pour autant dominante sur le plan social ou politique.

En Galicie autrichienne (possession polonaise du XIVe siècle à 1772), les élites sociales étaient polonaises ou polonisées, les villes étaient de culture polonaise, les institutions régionales galiciennes contrôlées par les Polonais. En « Grande Ukraine » russe, les élites étaient russifiées, la culture et la langue russes dominantes dans des villes où les Ukrainiens ne formaient qu'une minorité de la population.

Dans ces conditions, l'identité ukrainienne était déterminée avant tout par la langue, qui distinguait les Ukrainiens des Polonais ou des Russes. C'est la langue qui permettait de tracer les contours de ce que l'on pouvait, en l'absence de toute limite politique officielle, appeler l'« Ukraine ». L'importance de ce facteur est d'ailleurs commune à tous les peuples sans États, et pas seulement en Europe centrale et orientale. Comme l'écrivait Frédéric Mistral en 1861 :

« *Qu'un pople toumbe esclau,*
Se tèn sa lengo, tèn la clau
Que di cadèno lou deliéuro. »

(« *Qu'un peuple tombe esclave,*
S'il tient sa langue, il tient la clef
Qui le délivrera de ses chaînes. »)

2 Ces données correspondent : en Russie, aux neuf gouvernorats à majorité ukrainienne (sans la Crimée), sans la région des Cosaques du Kouban ; en Autriche-Hongrie, à la Galicie orientale, à la Bukovine septentrionale et à la Transcarpathie (« Ruthénie hongroise »). Elles varient sensiblement suivant les sources.

Parmi les autres éléments distinctifs des Ukrainiens, il y avait, en Ukraine russe, le souvenir encore frais de l'époque cosaque, avec ses structures politico-militaires autonomes et ses « Libertés » idéalisées ; en Galicie, la différence religieuse entre les Ukrainiens gréco-catholiques et les Polonais de rite romain.

Le sentiment identitaire existait donc de façon naturelle, à un niveau primaire. L'Ukrainien ne savait pas toujours qu'il était ukrainien, ou en tout cas ne le formulait pas de cette façon, mais il savait assurément qu'il n'était, pour employer les termes quelque peu péjoratifs alors courants, ni un *Moskal'* [Russe] ni un *Liakh* [Polonais].

La conscience nationale moderne, développée sur ce substrat au XIXe siècle, a principalement été l'œuvre d'intellectuels : écrivains, ethnographes et folkloristes, historiens et pour finir – là où les circonstances le permettaient – hommes politiques.

Ces intellectuels venaient d'horizons très divers. Pour ne citer que certains des plus connus, le poète national Taras Chevtchenko était né dans le servage. Panteléïmon Koulich et Mykhaïlo Drahomanov étaient issus de familles de tradition cosaque. Le père de Mykhaïlo Kotsioubynsky était fonctionnaire, celui de Mykhaïlo Hrouchevsky était un prêtre d'origine noble. Et Ivan Franko, l'homme à tout faire de la culture ukrainienne en Galicie dans la seconde moitié du XIXe siècle, était fils d'un forgeron.[3]

Il faut signaler, en Galicie, le rôle éminent du clergé gréco-catholique dans la formation de ce groupe d'intellectuels patriotes. C'est le résultat des efforts entrepris par le régime autrichien, dès la fin du XVIIIe siècle, pour en relever le niveau culturel.

Il n'est pas possible de traiter ici la question des synthèses élaborées, par ces intellectuels, entre la question nationale ukrainienne et diverses idéologies politiques : préoccupations démocratiques et « libérales », panslavisme, finalement socialisme… Du point de vue strictement national, leur œuvre a été considérable.

Une *littérature* ukrainienne, dans une langue moderne proche des parlers populaires, s'est développée malgré les restrictions politiques (en Russie, l'usage écrit de l'ukrainien a été presque complètement interdit en 1863 et 1876).

Cette *langue littéraire* nouvelle a été codifiée et, vers la fin du XIXe siècle, auteurs et linguistes ont cherché à unifier l'orthographe et à rapprocher les normes en usage des deux côtés russe et autro-hongrois.

L'*histoire* du peuple ukrainien a été étudiée et un discours historiographique national mis au point. La question était cruciale pour les Ukrainiens comme pour nombre d'autres peuples sans État : il s'agissait de démontrer l'existence de la nation en relevant les étapes de son processus de formation, en insistant sur ses gloires anciennes et surtout sur son passé politique. Les historiens ukrainiens établissent ainsi une ligne de développement continu de la *Rous'* kiévienne (IXe-XIIIe siècles) à l'époque cosaque, en passant par le royaume de Galicie-Volhynie (XIIIe-XIVe siècles) et la grande principauté de Lituanie, largement « ruthène » par sa population et sa culture (XIVe-XVIe siècles).

3 Taras Chevtchenko (1814-1861), poète et peintre. Panteléïmon Koulich (1819-1897), écrivain, folkloriste et traducteur. Mykhaïlo Drahomanov (1841-1895), historien et activiste. Mykhaïlo Kotsioubynsky (1864-1913), écrivain. Mykhaïlo Hrouchevsky (1866-1934), historien et homme politique. Ivan Franko (1856-1916), écrivain et militant politique. Lesia Oukrainka (Larysa Kosatch, 1871-1913), la plus célèbre femme écrivain ukrainienne, était la nièce de Drahomanov.

Des *institutions* pédagogiques et scientifiques ont été créées : en Ukraine russe, le réseau des *Hromada* puis la Société scientifique ukrainienne en 1907 ; en Autriche-Hongrie, le réseau des *Prosvita* et la Société scientifique Chevtchenko en 1893.

Un fait très important est l'établissement de liens étroits entre intellectuels patriotes des deux parties de l'Ukraine. A partir des années 1860/70, la Galicie a servi de refuge aux activités culturelles – et, de plus en plus, politiques – ukrainiennes, brimées du côté russe. Ce rôle de refuge a renforcé, à son tour, l'identité ukrainienne locale au détriment d'autres options, notamment la « moscophilie » ou « russophilie ». Cette idée, qui a eu de nombreux partisans en Galicie au XIXe siècle, faisait bien des Ruthènes d'Autriche-Hongrie une partie du peuple ukrainien, mais considérait aussi les Ukrainiens comme une partie d'un ensemble « russe » au sens large, seul capable de s'opposer efficacement aux influences polonaises et germaniques.

Certains personnages de premier plan ont eu une carrière à cheval sur les deux empires, comme Mykhaïlo Hrouchevsky qui a enseigné aussi bien à Kiev qu'à Lviv.

De part et d'autre, on relève diverses affirmations symboliques de l'unité du peuple ukrainien. Les noms mêmes d'Ukraine et Ukrainiens, originaires d'Ukraine centrale et popularisés surtout à l'époque cosaque, ont remplacé progressivement en Galicie ceux de Ruthénie et Ruthènes. On peut citer l'exemple des organes représentatifs des Ukrainiens d'Autriche, créés respectivement en 1848 et en 1914 : Le premier s'intitule « Conseil Ruthène suprême », le second « Conseil Ukrainien Suprême ». En sens inverse – d'ouest en est –, le drapeau national bleu et jaune créé en Galicie en 1848 s'est diffusé parmi les patriotes d'Ukraine russe dans les dernières décennies du XIXe siècle ; en 1917, il est devenu sans la moindre concurrence le drapeau d'État de la république proclamée en « Grande Ukraine ».

En 1914, la situation était assez contrastée. D'un côté, le sentiment national ukrainien existait incontestablement, en Ukraine russe comme en Ukraine austro-hongroise. Il était incomparablement plus mûr qu'au début du XIXe siècle. Il sous-tendait des revendications culturelles et politiques cohérentes comme, en Grande Ukraine, la reconnaissance de la langue et l'octroi d'une autonomie culturelle et administrative ; en Autriche, la formation d'une unité territoriale majoritairement ukrainienne par le partage du « Royaume de Galicie », province binationale (en majorité polonaise à l'ouest, ukrainienne à l'est).

D'un autre côté, le problème est de savoir dans quelle mesure cette conscience nationale évoluée, portée par les intellectuels et les hommes politiques, était partagée par la masse de la population.

De ce point de vue, la situation était meilleure du côté austro-hongrois, en tout cas en Galicie orientale. L'enseignement ukrainien y existait à tous les niveaux, y compris universitaire. Le système représentatif, électif, aux différents échelons locaux et central, était inégalitaire mais avait permis la formation d'une classe politique ukrainienne.

Les choses étaient nettement moins avancées en « Grande Ukraine » russe, où, il faut le rappeler, le taux d'analphabétisme était encore, en 1897, de 87 %. Le gouvernement russe faisait d'ailleurs tout ce qu'il pouvait pour éviter la contagion des idées bizarrement qualifiées d'« ukrainophiles » – comme s'il s'était agi d'un attrait pour un peuple étranger – dans ces masses analphabètes. En 1862, Pavlo Tchoubynsky, auteur du poème *L'Ukraine n'a pas encore péri* devenu le texte de l'hymne national, avait été déporté en Russie du Nord « *pour influence néfaste sur les esprits des gens simples* ». Le système

parlementaire russe, né de la révolution de 1905, était embryonnaire.

L'option ukrainienne divisait même certaines familles : Vassili Choulguine était député monarchiste à la Douma et fervent partisan de l'unité de l'empire russe, mais son neveu Oleksandr Choulhyn allait devenir ministre des affaires étrangères de la première république ukrainienne. Il est vrai qu'en Galicie, où Andrïï Cheptytsky était le métropolite gréco-catholique de Lviv et un acteur essentiel de la vie culturelle et politique ukrainienne locale, son frère Stanisław Szepticki allait être, quant à lui, général de la nouvelle armée polonaise. En 1914, se dire ukrainien relevait encore davantage d'un choix que d'une évidence…

2- L'épreuve des évènements

Ce sont en fait les bouleversements commencés en 1917 qui ont agi comme révélateur de la vigueur et aussi des failles de la conscience nationale ukrainienne.

Une première indication à ce sujet est donnée par la rapidité avec laquelle les Ukrainiens ont profité de l'écroulement des pouvoirs impériaux pour se doter d'organes représentatifs, puis d'un cadre étatique.

En Ukraine russe, dès le 17 mars 1917 – deux jours après l'abdication de l'empereur Nicolas II – est constituée la « Rada » (Conseil) Centrale d'Ukraine, agrégat de partis politiques et d'institutions culturelles et socio-économiques ukrainiennes. La Rada négocie l'autonomie de l'Ukraine avec le Gouvernement Provisoire russe durant l'été 1917 puis, après la prise du pouvoir par les bolchéviks à Petrograd, proclame le 20 novembre 1917 la République Populaire d'Ukraine. Ce premier État ukrainien moderne devient pleinement indépendant le 22 janvier 1918.

En Autriche-Hongrie, c'est le Conseil National Ukrainien, formé par les représentants élus aux assemblées autrichiennes locales et centrale, qui crée le 1er novembre 1918 la République Populaire d'Ukraine Occidentale.

Certains indices suggèrent une adhésion assez large des populations ukrainiennes à ces initiatives. Par exemple, les partis politiques qui composent ou soutiennent la Rada Centrale recueillent en Ukraine, en décembre 1918, 70 % des voix lors des élections à l'Assemblée Constituante russe – la seule élection à peu près générale et honnête de toute la période révolutionnaire. Les gouvernements nationaux, en « Grande Ukraine » comme en Galicie, trouvent un appui militaire, essentiellement volontaire, parmi les Ukrainiens : ceux-ci ont été nombreux à se battre pour leurs nouveaux États. Le gouvernement ukrainien occidental a même bénéficié, pendant toute son existence, d'une vraie union nationale – contredisant ainsi Roman Dmowski qui affirmait, le 28 janvier 1919 : « *La Galicie orientale est depuis longtemps un territoire disputé, mais il est clair que les Ukrainiens sont incapables d'organiser un gouvernement*. »[4]

Les évènements de 1917-21 permettent d'esquisser une analyse plus fine, en termes de géographie et de sociologie, des forces et des faiblesses du sentiment national ukrainien.

Si l'on parle de géographie, le thème de l'unité des terres ukrainiennes a été très présent des deux côtés de l'ancienne frontière austro-russe.

4 Déclaration au Conseil suprême de la Conférence de la Paix de Paris, citée par Borschak, E., *L'Ukraine à la Conférence de la Paix*, Paris, 1938-39.

Le 9 février 1918, la délégation de la République Populaire d'Ukraine (l'ancienne Ukraine russe) signe à Brest-Litovsk une paix séparée avec les empires centraux. Elle s'y préoccupe du sort des Ukrainiens d'Autriche-Hongrie et obtient un protocole secret garantissant l'autonomie de la Galicie orientale dans le cadre de l'empire des Habsbourg.

De son côté, l'État proclamé en novembre 1918 en Galicie orientale s'intitule comme on l'a vu République Populaire d'*Ukraine Occidentale* et se présente ainsi dès l'origine comme une partie d'un ensemble ukrainien plus vaste. Le 22 janvier 1919, elle s'unit à l'ancienne Ukraine russe. Selon la proclamation commune publiée ce jour-là :

« *Aujourd'hui fusionnent les parties, séparées l'une de l'autre durant des siècles, de l'unique Ukraine : la République Populaire d'Ukraine Occidentale (Galicie, Bukovine, Ruthénie Hongroise) et la Grande Ukraine du Dniepr. Désormais existe la République Populaire d'Ukraine, une et indivisible*. »[5]

C'est un point culminant de l'affirmation des Ukrainiens comme nation. La suite montre pourtant une certaine fragilité de cette unité. Il y a à cela des raisons conjoncturelles : les deux gouvernements (celui de Galicie continue de fonctionner comme gouvernement local autonome de la « Région Occidentale de la République Populaire d'Ukraine ») sont en désaccord sur le choix de l'adversaire principal, dans un contexte désastreux où les Ukrainiens doivent se battre sur plusieurs fronts. Pour les Galiciens, cet ennemi prioritaire est évidemment la Pologne. Pour le gouvernement oriental, ce sont les Russes « blancs » ou « rouges ». Il y aussi, peut-être, un certain « choc des cultures » entre les hommes politiques galiciens, sortis du moule austro-hongrois proto-démocratique, et leurs homologues d'Ukraine russes, moins expérimentés et plus révolutionnaires.

En tout cas, l'union est rompue dès novembre 1919 et, chose étonnante, les Galiciens pactisent alors avec les Russes « blancs » (Les Forces Armées du Sud de la Russie du général Dénikine) puis même, pour certains, avec les bolchéviks. Il s'agit bien sûr toujours de trouver un allié contre les Polonais. On sait que cette défection des Ukrainiens occidentaux permet à Symon Petlioura, homme fort de la République Populaire d'Ukraine en 1919-20, de signer sa fameuse alliance avec la Pologne, au prix d'une renonciation à la Galicie et à une partie de la Volhynie. Cet abandon, à son tour, est considéré comme une trahison par les Ukrainiens occidentaux.

Cela montre-t-il le caractère artificiel, ou au moins prématuré, de l'idée nationale unitaire ? Non car, des deux côtés, on continue après cette rupture à se réclamer de la même nation ukrainienne.

Pour aller plus loin dans le détail de l'analyse géographique, le sentiment national ukrainien n'a pas la même vigueur sur l'ensemble du territoire ethnographique ukrainien (défini, rappelons-le une fois encore, par la langue).

En Grande Ukraine, il est particulièrement fort, comme on pouvait s'y attendre, dans les régions agricoles des deux rives du Dniepr, les plus homogènes du point de vue du peuplement, les moins industrialisées et russifiées. Le soutien au projet national est plus faible au sud et à l'est. Concernant les steppes méridionales, où le mouvement anarchiste dirigé par Nestor Makhno a été vigoureux en 1919-21, on peut admettre la résurgence de vieilles traditions libertaires zaporogues – sans pour autant admettre, comme le font certains historiens, que ce mouvement ait eu un caractère national ukrainien. Makhno lui-même, à cette époque, condamnait très expressément le programme ukrainien

5 Déclaration (*Universal*) du Directoire de la République Populaire d'Ukraine ; *Новa Рaдa*, 24 janvier 1919.

« bourgeois ».
La région des Cosaques du Kouban constitue un cas particulier. Sa population est, en 1917, en bonne partie d'origine ukrainienne et son gouvernement cosaque autonome manifeste en 1918 des velléités d'intégration à l'État ukrainien. En dernier lieu, cependant, les Cosaques du Kouban optent en 1920 pour une fédération avec ceux du Don et du Térek, donnant ainsi au particularisme cosaque la priorité par rapport au sentiment ukrainien.

En Ukraine occidentale, la conscience nationale est forte surtout en Galicie. Mais on note aussi, en 1918-19, une certaine activité patriotique ukrainienne en Bukovine du Nord (jusqu'à l'occupation de la région par les Roumains) et en Transcarpathie (l'ancienne « Ruthénie Hongroise »), avant que le projet d'union à la Tchécoslovaquie ne l'emporte. En revanche, dans une partie du pays lemko, à l'extrémité occidentale de l'aire ethnographique ukrainienne, la « République Ruthène des Lemkos », qui existe de décembre 1918 à mars 1920, affiche des positions russophiles : c'est une ultime manifestation de la tradition moscophile de Galicie.

En termes sociologiques, maintenant, on peut dire que la conscience nationale, traditionnellement portée par les intellectuels, est à l'époque de la première indépendance au moins en voie de développement dans une partie de la paysannerie. Il est vrai que cette paysannerie, en Grande Ukraine, manque de repères politiques – on a signalé précédemment son analphabétisme presque total. Elle a du mal, par exemple, à distinguer entre le projet d'Ukraine défendu par les gouvernements nationaux et celui porté par les bolchéviks – souvent avec les mêmes slogans et des phraséologies « révolutionnaires » très voisines. Comme l'écrit Iaroslav Hrytsak : « *Il était dur de s'attaquer à la construction d'un Etat national sans même avoir derrière soi d'écoles primaires ukrainiennes.* »[6]

Toujours dans cette ancienne Ukraine russe, les classes les moins sensibles aux thèmes patriotiques sont le prolétariat industriel, vulnérable à la propagande bolchévique, et les élites sociales russifiées de l'ancien régime impérial, y compris la bourgeoisie urbaine. Du côté de ces anciennes élites, on enregistre cependant des ralliements à la cause ukrainienne. Une politique délibérée a même visé à les favoriser : Le 29 avril 1918, la République Populaire d'Ukraine est remplacée par un « Etat Ukrainien » dirigé par l'hetman Pavlo Skoropadsky ; la volonté de ce dernier est de mettre les compétences des anciens administrateurs, officiers, diplomates, etc. au service de la construction d'un système étatique ukrainien fort. Bien que la chute du régime le 14 décembre 1918 ait mis un terme à cette tentative, elle préfigure de façon intéressante certains débats rouverts en 1991 lors de la deuxième indépendance.

Un dernier indice du caractère relativement massif du sentiment national ukrainien durant cette période est sa manipulation par les bolchéviks russes. Après avoir envisagé le découpage de l'Ukraine en plusieurs républiques soviétiques (Donetsk – déjà ! –, Odessa, Tauride), les bolchéviks créent leur propre Etat « ukrainien » et le dotent de certaines apparences de souveraineté : hommage, pour ainsi dire, du vice à la vertu...

Il faut reconnaître, en revanche, que la conscience nationale ukrainienne est demeurée, durant la première indépendance, une affaire strictement « ukrainienne » au sens ethnique du terme. Tous les gouvernements ukrainiens nationaux ont, chacun à sa façon, offert des garanties aux minorités. La première République Populaire d'Ukraine, en 1917-18, est même allée très loin dans ce sens en instaurant un système généreux quoique irréaliste d'autonomie « nationale-personnelle ». L'Ukraine indépendante était conçue comme le

6 Грицак,Я. « Національне відродження (кінець XVIII-початок XIX ст.) », *Історія України*, Lviv, 1998.

foyer national des Ukrainiens, mais aussi comme la patrie des autres populations qui y vivaient.

Mais ces minorités n'ont pas, en général, soutenu le mouvement ukrainien. Les Russes de « Grande Ukraine », les Polonais de Galicie, l'ont généralement combattu – au demeurant pour des raisons faciles à comprendre.

3- Une nouvelle conscience nationale

Donc, malgré une densité géographique et sociologique variable, malgré ses limites et ses lacunes, le sentiment national ukrainien a été un facteur central des évènements qui se sont produits dans toute l'Ukraine entre 1917 et 1921. Il a été la force motrice de la première indépendance.

Mais ce sentiment lui-même s'est transformé durant cette période. Il s'est affirmé, s'est diffusé, s'est radicalisé.

Jusqu'en 1917, seule une minorité d'acteurs du mouvement national ukrainien envisageait la possibilité d'un *État*, qui plus est *indépendant* et *uni*. La revendication la plus courante, à l'est comme à l'ouest, était une autonomie dans le cadre des empires existants.

Voici, par contraste, comment une note du Service des affaires russes du Ministère français des affaires étrangères, le 16 mars 1919, caractérise les négociateurs ukrainiens à la Conférence de la Paix de Paris :

« *Ils sont violemment nationalistes, irréductibles contre les Polonais, d'une russophobie exaspérée.* »[7]

Traduisons de façon plus positive : ils sont intransigeants sur l'existence, l'unité et la souveraineté de l'Ukraine. De fait, ces Ukrainiens de 1919 ne sont plus ceux de 1914, ni même ceux de 1917.

C'est qu'entre-temps, l'indépendance s'est matérialisée. L'État ukrainien a même bénéficié d'une certaine reconnaissance internationale (il ne faut pas sous-estimer l'impact d'images comme les photographies montrant l'hetman Skoropadsky aux côtés de l'empereur Guillaume II, ou Symon Petlioura avec Józef Piłsudski). L'union des deux parties de l'Ukraine a été brièvement réalisée. L'ukrainien – pilier du sentiment national – a été seule langue officielle de ces entités étatiques, même si les droits des langues minoritaires ont été reconnus (les premiers billets de banque de la République Populaire d'Ukraine portaient même des mentions en quatre langues : ukrainien, russe, polonais et yiddish). Cette promotion est particulièrement spectaculaire dans l'ancienne Ukraine russe, où l'ukrainien n'était officiellement avant la révolution que le « parler petit-russien » dépourvu de tout statut. Dans leur vie quotidienne, des millions d'Ukrainiens ont reçu des documents officiels ukrainiens, ont payé ou été payés en monnaie nationale, ont apposé des timbres-poste ukrainiens sur leur correspondance…

Certes, après les traités qui soldent la Première guerre mondiale et la guerre polono-ukraino-russe de 1920, l'Ukraine reperd sa souveraineté. Les territoires ukrainiens sont de nouveau divisés, cette fois entre quatre États : Tchécoslovaquie, Roumanie, et surtout

7 Archives du Ministère des affaires étrangères, 1918-1939, vol. 821, f. 60-61, cité dans Soutou, G. H. *e. a.*, *Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Presses de l'Université de paris Sorbonne, 1995.

Pologne et Ukraine soviétique. Cette dernière perd son indépendance – purement nominale – en devenant membre fondateur de l'Union Soviétique en 1922.

Ce n'est pas, pour autant, un retour à la situation d'avant 1917. Même symboliquement, l'Ukraine soviétique conserve un statut d'État ; elle aura même, dans les années 1923-29, un minimum de crédibilité nationale lors de la phase dite d'« ukrainisation ».

Que ce soit dans cette Ukraine soviétique ou dans les régions annexées par la Pologne, le nom d'« Ukrainiens » l'a définitivement emporté sur ceux de « Petits-Russiens » ou « Ruthènes », et on professe des deux côtés de la frontière – quoique de façon radicalement différente ! – l'existence d'une seule et même nation ukrainienne.

Ce processus touchera la Ruthénie Subcarpathique tchécoslovaque (l'ancienne « Ruthénie Hongroise », l'actuelle région de Transcarpathie) durant l'Entre-deux-guerres : en 1939, lors de son éphémère indépendance, ce territoire prend le nom d'« Ukraine Carpathique ».

Ainsi, dans l'ensemble, on peut dire que la conscience nationale ukrainienne a passé cette épreuve des années de révolution et de guerre, bien qu'elle n'y ait pas été tout à fait prête, surtout du côté russe. Elle a franchi un cap décisif, quantitatif et qualitatif, dans son développement. Ce développement s'est poursuivi ensuite, dans d'autres contextes et avec des éléments nouveaux, comme l'apparition d'un mouvement nationaliste radical (il est important de noter à ce sujet que ses promoteurs, comme Dmytro Dontsov, Iévhen Konovalets, Andriï Melnyk, avaient été des acteurs des évènements de 1917-21). Mais c'est un autre sujet.

Peut-on, en conclusion, risquer un parallèle entre le développement accéléré du sentiment national lors des combats pour la première indépendance, et celui que pourrait entraîner la confrontation ukraino-russe actuelle ? Il n'est pas exclu qu'on voie se constituer, à l'issue de ces troubles, une forme encore différente de consciente nationale ukrainienne. Les conflits jouent souvent un rôle déterminant dans ces phénomènes. Si cela se produit, la relecture de l'histoire des années 1917-1921 nous aura permis de mieux comprendre les mécanismes identitaires qui sont à l'œuvre.